



RAPPORT D'ÉVALUATION FINALE EXTERNE DU PROJET ECHO-SOUDURE 2013 (RESUME)

Version finale

ISSIFOU Issa Soulé

N° IFU 00037466-Z ISSIFOU ISSA SOULE

Secteur 14, Rue 14 -12, Immeuble CONGO Souleymane

12 BP 386 Ouagadougou 12 ; Tél : (+226) 78 85 22 87 / 70 99 58 31

E-mail : issifou_issa@yahoo.fr / cabinet2id@gmail.com

Février 2014

SIGLES ET ABREVIATIONS

ACF	:	Action Contre la Faim
ANJE	:	Alimentation des Nourrissons et du Jeune Enfant
CA/OXFAM	:	Consortium Christian Aid/ Oxfam
CVD	:	Conseil Villageois de Développement
DGPER	:	Direction Générale de la Promotion de l'Economie Rurale
DS	:	District Sanitaire
EFSA	:	Enquête sur l'insécurité alimentaire des ménages des zones à Risque
Gret	:	Professionnels du Développement Solidaire
GVC:	:	Gruppo di Volontariato Civile
HEA	:	Household Economy Approach (Analyse de l'Economie des Ménages)
HOPE'87	:	Hundreds of Original Projects for Employment
OCADES	:	Organisation Catholique pour le Développement et la Solidarité
OMD	:	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	:	Organisation Non Gouvernementale
PAM	:	Programme Alimentaire Mondial
PDM	:	Post Distribution Monitoring
PNPS	:	Politique Nationale de Protection Sociale
PNSAN	:	Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
SCADD	:	Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable
SE_CNSA	:	Secrétariat Exécutif du Conseil National de Sécurité Alimentaire
STD	:	Services Techniques Déconcentrés
TP et P	:	Très Pauvre et Pauvre
WHH	:	Welthungerhilfe

RESUME EXECUTIF

La campagne agricole 2012-2013 au Burkina Faso a connu une situation alimentaire générale jugée acceptable. Cependant, le niveau d'insécurité alimentaire chronique est resté élevé pour un grand nombre de ménages vulnérables qui traînent encore les conséquences de la crise alimentaire de 2012.

Devant cette situation, les autorités étatiques ont élaboré un **plan de résilience et de soutien aux populations vulnérables 2013**. Le diagnostic global fait ressortir 442 115 personnes réparties entre les régions du Centre-Nord, du Nord, du Sahel, du Centre Est et de l'Est) en situation de besoin d'actions préventives et d'urgences suivant les critères de la méthode HEA. 3 125 725 en situation de besoin d'actions de résilience, sur la base de l'analyse du cadre harmonisé. Concomitamment des actions humanitaires (assistance) sont également requises pour 500 000 personnes indigentes, 136 729 enfants sévèrement malnutris, 445 670 enfants modérément malnutris et 200 000 nécessitant le Blanket feeding.

En réponse à cet appel, ECHO, actif dans le domaine de l'humanitaire/sécurité alimentaire au Burkina Faso a financé et appuyé une organisation de 9 ONG (le Gret est intervenu spécifiquement pour les aspects de farine infantiles) en un groupe d'actions (G8+1) sous la coordination d'un point focal.

Financé à hauteur de 5 183 140 Euros 98,5% par ECHO, le projet devrait toucher 538 villages répartis dans 30 communes, 9 provinces et 6 régions du Burkina Faso. Son objectif est de « **Contribuer à la réduction de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire des ménages très pauvres et pauvres au Burkina Faso** »

Pour atteindre cet objectif poursuivi par le projet, plusieurs activités ont été définies par les 8 ONG et Gret, en faveur de 26 817 ménages et 12 462 enfants de 6-23 mois. Il s'agit (1) du cash transfert, (2) de la distribution de la farine pour les enfants de 6-23 mois, (3) de la distribution directe des céréales, (4) de la distribution des bons valeurs céréales, (5) de la distribution des bons valeurs marchandises et, (6) de la distribution des bons valeurs santé. En outre des activités transversales en termes de sensibilisations sur les bonnes pratiques en matière de l'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfants (ANJE) ont été définies, auxquelles s'ajoutent les techniques de préparation et de conservation de la farine infantile.

Pertinence de l'intervention

Par son organisation institutionnelle (cadre commun), son approche de ciblage et les modalités d'assistance, par le nombre d'acteurs en situation d'insécurité touchés et le montant total des apports de soutien inconditionnel, au regard du très bon niveau de satisfaction des ménages, le projet qui s'insère parfaitement dans la politique nationale en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle a été une réponse pertinente au besoin d'alimentation des ménages Très Pauvre et Pauvres, surtout quand on sait que la réponse est arrivée au bon moment, comme disent les bénéficiaires.

Niveau d'efficacité du projet

- le projet a su être efficace dans le ciblage des ménages avec une faible marge d'inclusions et d'exclusion variant entre 1 et 2%. Néanmoins une plus forte implication des services technique et une maîtrise de la méthode de ciblage par le HEA ainsi qu'une prise en charge des acteurs impliqués pourraient améliorer ces scores.
- l'appui du Gret aux unités de production de farines infantiles et aux staffs des ONG a permis, certes d'avoir des farines de bonne qualité et en quantités suffisantes livrées à temps, mais il a été constaté quelques retards de livraison qui s'expliquent par les faibles capacités de production de certaines unités et une rupture de stock du Complexe Minéral Vitaminique (CMV). Les prochaines campagnes gagneraient à anticiper les commandes d'intrants de production aussi bien au niveau des unités de production que du Gret. Il semble tout aussi important d'affiner davantage les critères de sélection des unités de production en mettant l'accent sur leurs capacités de production des quantités à la hauteur des commandes faites.
- Le projet a procédé par la modalité coupons-valeurs pour livrer les vivres et les marchandises et faciliter l'accès aux soins de santé des ménages Très Pauvres et Pauvres. Les coupons valeurs au même titre que le cash, ont, selon les contextes permis aux ménages bénéficiaires de satisfaire leurs besoins alimentaires et non alimentaires essentiels. Les bénéficiaires adhèrent fortement à l'option coupon valeur qui leur a apporté beaucoup de satisfaction. Cette adhésion contraste avec un faible taux de consommation des coupons santé (54%) qui s'explique principalement par (i) une insuffisance d'information/compréhension autour de l'utilisation des coupons santé ; (ii) un problème d'accessibilité physique (cours d'eau inondable) au CSPS selon le personnel soignant du CSPS de Bissiga et certains ménages; (iii) une absence de malades dans les ménages ciblés.

Les activités du projet ont permis d'enregistrer un niveau très satisfaisant de réalisation des résultats au regard des indicateurs définis. Ainsi :

Au niveau du résultat 1, par rapport au niveau de protection des moyens d'existence des ménages pendant la période de soudure : sur une prévision de 98% de ménages ciblés devant bénéficier du transfert monétaire, ce sont 100% des ménages ciblés qui ont reçu la totalité des transferts dans des conditions (timing, distance, temps d'attente, modalité) qu'ils jugent à 98,25% très satisfaisantes. Ces fonds reçus, prioritairement investis à 97% dans des besoins alimentaires et non alimentaires essentiels ont permis à 98% de ménages (contre 76% de ménages avant l'intervention du projet), d'avoir au moins deux repas par jour. Le cash transfert a également permis à 79% de ménages ciblés d'augmenter la quantité de leur ration alimentaire. Cette augmentation du nombre de repas ainsi que de la ration s'explique également par l'accès des ménages aux coupons valeurs alimentaires et santé.

Cette performance s'explique par un bon ciblage et une efficacité dans le transfert qui a procédé par une multiplication des cash point et un ratissage complémentaire pour prendre en compte les absents.

Au niveau du résultat 2, utilisation des farines infantiles pour assurer une alimentation de qualité au niveau des enfants de 6-23 mois :

La distribution de la farine a été suivie de renforcement des compétences des femmes. En effet, plus de **10.377** femmes ont été formées sur la préparation et la conservation de la farine infantile et sensibilisées sur les bonnes pratiques en matière d'Alimentation du Nourrisson et Jeune Enfant (ANJE). En effet :

- 98% des mères d'enfants ciblés ont participé avec assiduité à au moins 2 séances de formation/sensibilisation. Afin d'assurer l'accessibilité et la durabilité dans l'utilisation des farines, les femmes ont été formées aux méthodes de préparation des farines à base de produits locaux.
- 94% des mères sensibilisées sont capables de citer au moins 3 bonnes pratiques ANJE dans l'ordre suivant : (i) donner le sein à l'enfant dès la première heure suivant la naissance, (ii) d'allaiter le bébé quand il en demande, (iii) donner le colostrum (lait jaunâtre et épais) au bébé pour le protéger des maladies, (iv) A partir de 6 mois, introduire progressivement d'autres aliments et de l'eau potable tout en continuant d'allaiter au sein, etc.
- La consommation de la farine par les enfants identifiés (100%) montre l'intérêt du produit pour les mères qui n'ont parfois pas hésité à aller au-delà des quantités et du nombre de prises conseillés, occasionnant ainsi des ruptures de stocks.

Contribution du projet à l'opérationnalisation des politiques nationales au Burkina Faso (R3)

Le projet a contribué à l'opérationnalisation des Politiques Nationales de Sécurité Alimentaire et à la Politique Nationale de Protection Sociale. En effet, le groupe des (G8+1) a procédé à un partage systématique de l'expérience du cadre commun avec les autres acteurs (Etatiques et ONG) dans le cadre de l'opérationnalisation des politiques en cours (PNSA, PNPS, Feuille de route résilience) lors de divers ateliers et rencontres. Ainsi, le G8+1 a :

- Participé aux différentes rencontres organisées au niveau du Groupe de Travail Transfert Monétaire (GTTM) avec un partage d'expérience relatif au ciblage et au télépaiement ;
- Participé aux ateliers de Ziniaré et à l'atelier national d'Ouagadougou portant sur la définition et l'élaboration de la méthodologie de ciblage par le gouvernement du Burkina Faso.
- Par ailleurs, il a partagé des documents (bases de données, cartes géographiques et divers informations) avec des acteurs comme OCHA, le PAM, le SE-CNSA), documents et informations ayant participé à l'élaboration des rapports d'analyse de la situation alimentaire et nutritionnelle au Burkina Faso ;
- Organisé un atelier interne de capitalisation portant sur quatre (04) thèmes ;
- Organisation d'un atelier national en vue de partager les leçons tirées ainsi que les bonnes pratiques de la mise en œuvre du projet sous son forma cadre commun.

Contribution du projet à la protection des moyens d'existence (alimentation, nutrition, Santé) des ménages TP et P en période de soudure dans 30 communes du Burkina Faso ainsi qu'à l'alimentation des réflexions sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (OS)

Par le cash transfert à 26.682 ménages, la distribution de céréales à 7115 ménages et de coupons santé à 1734 ménages dans les trente communes de la zone d'intervention, 88% de ménages bénéficiaires n'ont pas eu recours à des stratégies d'adaptation nocives. Au contraire, l'intervention du projet leur a permis de protéger leurs moyens d'existence.

- Le projet a également permis d'améliorer la qualité de l'alimentation au niveau des ménages bénéficiaires. 73% des ménages touchés ont un score de diversité alimentaire (SDA) supérieur ou égal à quatre (≤ 4) contre 56% avant l'intervention. Cet équilibre alimentaire a permis de résister à certaines maladies et d'avoir la force de travail.

- La stabilisation de l'état nutritionnel de 96% des enfants bénéficiaires est en partie à l'actif du projet. La proportion d'enfants malnutris (sévères et modérés) qui était de 14% avant l'intervention est ramenée à 4% au niveau des ménages bénéficiaires. Les entretiens avec les agents de santé rencontrés confirment l'impact positif du projet sur la nutrition des enfants bénéficiaires

L'implication insuffisante des services de santé dans le suivi n'a pas permis d'avoir une bonne traçabilité et des données statistiques de suivi des enfants des ménages bénéficiaires, surtout ceux qui sont passé d'un état nutritionnel normal à la MAS ou MAM.

- Le projet a contribué à l'opérationnalisation des Politiques Nationales de Sécurité Alimentaire et à la Politique Nationale de Protection Sociale par le partage d'expérience.

Niveau d'efficacité du projet

L'analyse du taux de consommation budgétaire rapporté au taux d'exécution des activités dégage un ratio de 0,98 inférieur à 1. Ce qui signifie : (i) d'une part, qu'il y a eu une bonne maîtrise de la planification physique et financière du projet dans la mesure où il n'y a pas d'écart entre ce qui a été planifié et ce qui a été effectivement consommé ; (ii) d'autre part, qu'il y a eu une maîtrise appréciable de la gestion financière du projet. Par ailleurs, l'analyse de la gestion des ressources ne montre pas d'excès. Le matériel acquis sur budget du projet ou affecté aux activités du projet a été géré rationnellement.

Recommandations

Bien que le projet ait atteint de bonnes performances, aux prochaines éditions, les différents acteurs doivent travailler à :

Recommandations à l'endroit des autorités gouvernementales

- Dynamiser les structures institutionnelles déconcentrées, prévue par la Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNSAN), dans le cadre de la lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Leur fonctionnalité permettra de disposer d'acteurs/interlocuteurs préparés à ces questions récurrentes ;
- Etat : Compte tenu du caractère répétitif des crises alimentaires, et au vu l'expertise développée par le groupe des 9 ONG, il serait judicieux de le maintenir et de l'élargir à d'autres ONG afin de renforcer l'expertise nationale dans le domaine. Il pourra aussi constituer du même coup une force suffisante de plaidoyer sur les questions de sécurité alimentaire ;

Recommandations à l'endroit des PTF

- Pour mieux assurer la résilience des ménages et des communautés, financer des actions de réponse et de relèvement, tout en faisant le lien avec les autres financements des projets de développement.

Recommandations à l'endroit des ONG

- Au vu de l'importance des PDM dans le suivi de l'intervention, l'idéal serait que les enquêtes PDM soient conduites par les équipes de projet. A défaut, elles pourront être conduites par les ressources externes sous le contrôle des ONG.
- Dans la perspective d'appropriation de la démarche, renforcer les capacités des services techniques déconcentrés (action sociale, agriculture, santé) sur le ciblage basé sur la méthodologie HEA;
- Sensibiliser davantage les commerçants pour le respect scrupuleux des clauses contractuelles relatives à la juste valeur des céréales ;
- Dans le cadre des opérations de coupon valeur, que la valeur du coupon distribué par tour soit au moins égal au prix d'un sac de céréale sur le marché local afin de permettre aux ménages de disposer entièrement des sacs de céréales sans apport de complément en espèce.
- Nécessité d'impliquer les services techniques et les collectivités territoriales de la conception jusqu'au suivi-évaluation des projets;
- Dans le cadre du télépaiement, étudier à fond l'offre de service que proposent les opérateurs de téléphonie avant de contractualiser avec eux. Il est nécessaire de prendre les dispositions (analyser le rayon d'action, la fluidité en matière de service) afin de tirer véritablement profit de cette technologie. Le cas échéant il vaut mieux opter pour le paiement manuel et prendre les dispositions qui s'imposent en matière de sécurisation des fonds ;
- Sensibiliser davantage les bénéficiaires sur leurs droits afin de les amener à faire des plaintes objectives qui permettront d'améliorer le processus d'appui/distribution. Cela leur permettra de dénoncer des services qui ne sont pas de qualité ;
- Pour assurer la participation effective des services techniques et assurer la redevabilité vis-à-vis de l'Etat, il est important de signer des conventions de collaboration et de partager les rapports d'étape avec ces derniers ;
- Renforcer les séances d'éducation des populations pour une utilisation optimale des farines infantiles au sein des ménages (Gret);

- *Renforcer davantage le partenariat entre les Unités de Production (UP) et les vendeurs traditionnels des localités par des mesures d'incitation de ces derniers à la vente de la farine (Gret) ;*
- *Informers les différents acteurs (unités de productions, Gret) par anticipation afin qu'ils puissent s'approvisionner en intrants de production ;*
- *Equiper les unités de production d'une plateforme minimale, au cas échéant évaluer objectivement les capacités (quantitatives et qualitatives) de production des unités en rapport avec les quantités à produire, avant de les retenir (Gret).*